

#### sommaire

- Yvelines, département des contrastes ou il fait bon exercer
- Résultats de l'enquête « informatisation »
- Val-de-Marne : Priorité à la continuité et à la coordination des soins
- Recherche action : « Boire moins, c'est mieux »

#### Les missions de l'Union définies par la loi

- Analyses et études relatives au système de santé, à l'exercice libéral de la médecine, à l'épidémiologie ainsi qu'à l'évaluation des besoins médicaux
- Évaluation des comportements et des pratiques professionnelles en vue de la qualité des soins
- Organisation et régulation du système de santé
- Prévention et actions de santé publique
- Coordination avec les autres professionnels de santé
- Information et formation des médecins et des usagers

#### Union régionale des médecins d'Ile-de-France exerçant à titre libéral

104, boulevard du Montparnasse,  
75682 Paris Cedex 14  
Tél. 01 40 64 14 70 – Fax. 01 40 64 14 88  
Email: [secretariat@urml-idf.org](mailto:secretariat@urml-idf.org)

#### Directeur de la publication :

Dr Bernard Huynh

#### Comité de rédaction :

Drs O. Aynaud, J. Bourcereau,  
F. Bonnaud, J.-P. Grundeler,  
I. Kahn Bensaude, G. Lyon, M. Roueff,  
D. Rougemont, G. Rousselet, M. Sylvestre,  
A. Toledano, A. Vuong.

#### Secrétaire de rédaction :

M. Hürstel

#### Numéro ISSN : 1285-4743

Dépôt légal à parution  
Abonnement : 150 F TTC/an

#### Conception, réalisation et Impression :

 International  
24 rue de Cronstadt 75015 Paris  
Tél. 01 53 68 90 00 - Fax. 01 53 68 90 10

## Pensez loin !

Être médecin libéral, c'est poursuivre une tradition humaniste très ancienne qui permet à un médecin d'apporter ses soins compétents et exercés à un malade qui lui demande assistance.

C'est aussi disposer des moyens d'exercer cette fonction de soignant en organisant, en créant si nécessaire tous les moyens dont nos patients ont besoin. C'est ainsi que les cliniques privées ont été créées par les chirurgiens, les psychiatres ou les accoucheurs pour avoir les instruments de leur service aux malades.

Les temps sont différents mais le principe demeure.

Dispenser des soins, apporter le soulagement et la guérison reste notre métier et notre fierté. Nous organiser pour le faire au mieux, sous notre responsabilité propre est toujours possible même si les règles du jeu sont plus complexes.

Il suffit de vouloir et de réfléchir pour forger les instruments de la médecine libérale de demain. L'Union Régionale des Médecins Libéraux d'Ile-de-France aide et va continuer à aider tous ceux de nos confrères franciliens qui veulent améliorer leur médecine et aussi leur manière de la dispenser.

Parlons ensemble de vos projets qui vont loin.

Bien confraternellement.

Docteur Bernard Huynh  
Président

Email: [huynh@urml-idf.org](mailto:huynh@urml-idf.org)

# Yvelines, département des co

*Entre ville et campagne, entre population aisée et quartiers défavorisés, le département des Yvelines conjugue la médecine à tous les temps. Portrait d'un département.*



**Dr Jean-Philippe Grundeler,**  
médecin généraliste au Chesnay  
et membre du bureau de  
l'Union des syndicats médicaux  
des Yvelines (Usmy).

« Les Yvelines, c'est le département des extrêmes », lance le Dr Catherine Arenou de Chanteloup-les vignes. À la fois urbain et semi-rural, le territoire des Yvelines

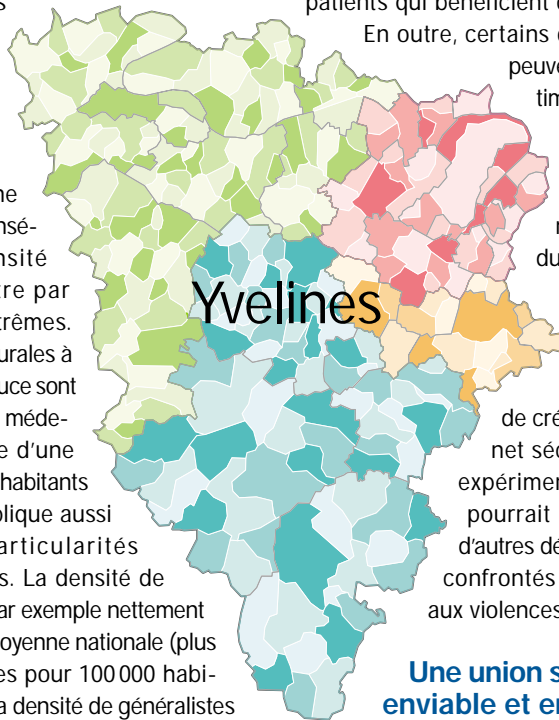
accueille aussi bien des populations aisées que des banlieues difficiles. Ces disparités ne sont pas sans conséquence. La densité médicale illustre par exemple ces extrêmes. Les zones semi-rurales à la limite de la Beauce sont désertées par les médecins. La richesse d'une bonne partie des habitants des Yvelines explique aussi nombre des particularités départementales. La densité de spécialistes est par exemple nettement supérieure à la moyenne nationale (plus de 85 spécialistes pour 100 000 habitants) alors que la densité de généralistes est plutôt faible (environ 85 pour 100 000 habitants). « Rien d'étonnant à cela, déclare le Dr Prudhomme président du SML départemental, les Yvelinois ont tendance, comme les Parisiens, à aller directement chez le spécialiste. Cette population relativement aisée a aussi tendance à être plus exigeante que la moyenne chez son généraliste. Notamment sur les délais de rendez-vous et sur les disponibilités horaires. » De telles particularités expliquent sans doute le taux particulièrement élevé de médecins exerçant en secteur 2. Ils sont plus de la moitié.

En revanche, le niveau de revenus des médecins ne reflète pas forcément la richesse du département. En effet, les Yvelines ne font pas exception à la règle : comme tous les autres départements franciliens, le revenu moyen y est inférieur à celui du reste de l'hexagone. Cependant, entre 1997 et 1999, le revenu moyen dans ce département a augmenté de 15,8 % et s'élève à 441,23 kF.

La présence de zones sensibles comme le quartier du Val-Fourré à Mantes-la-Jolie

entraîne elle aussi des particularités dans la pratique médicale. Les médecins exerçant auprès de ces populations précaires peuvent avoir 50 % de leurs patients qui bénéficient de la CMU.

En outre, certains d'entre eux peuvent être victimes d'agressions. C'est pourquoi quelques médecins du Val-Fourré, regroupés en association, envisagent de créer un cabinet sécurisé. Une expérimentation qui pourrait intéresser d'autres départements confrontés eux aussi aux violences urbaines.



## Une union syndicale enviable et enviée

Les Yvelines conjuguent donc la médecine à tous les temps. Ces disparités n'ont cependant pas conduit à une explosion du corps médical. Bien au contraire. « Syndicalement, nous sommes même très unis », fait remarquer le Dr

Jean-Philippe Grundeler, médecin généraliste au Chesnay et membre du bureau de l'Union des syndicats médicaux des Yvelines (Usmy). Dès 1968, la CSMF et la chambre syndicale départementale se sont regroupées pour former l'Usmy. En 1986, le syndicat des médecins libéraux (SML) les a rejoints. Puis ce fut le tour de la Fédération des médecins de France (FMF). Et l'union syndicale fait manifestement la force. L'Usmy possède en effet des moyens humains et financiers lui donnant les moyens de ses ambitions. « Lors de la dernière grève des routiers, nous avons par exemple pu informer rapidement les médecins du département par mailing sur les stations services qui délivraient encore de l'essence », se souvient le Dr Richard Hanlet, président de la CSMF des Yvelines. Pendant la récente campagne aux Unions professionnelles, l'Usmy s'est très forte-

## • Interview • Dr Stanislas Skarbek, médecin généraliste à Thoiry Des patients urbains dans une zone rurale

« Je suis installé dans un village de 960 habitants des Yvelines mais honnêtement, je me sens très proche de mes confrères de l'Eure-et-Loire toute proche en terme de mode d'exercice. Ici, j'ai vraiment des relations très privilégiées avec mes patients. Ils ont par exemple pour habitude de revenir me voir après un rendez-vous chez le spécialiste afin que je leur décodes les informations. Néanmoins, j'ai tout de même le sentiment de travailler dans un département francilien dans la mesure où les habitants de Thoiry ont une mentalité d'urbains, sensibles au consumérisme médicale, qui travaillent pour la plupart à Saint-Quentin-en-Yvelines ou même à

Paris. Et croyez-moi, je ne manque pas de patients. Il y a trois ans, je me suis d'ailleurs associé parce que j'étais surchargé de travail. Nous sommes aujourd'hui trois médecins pour couvrir une zone d'environ 3500 habitants. Ma qualité de vie s'en est trouvée un peu améliorée. Malheureusement, depuis le début de l'année, notre système de garde a volé en éclats. Aujourd'hui, c'est chacun pour soi. Résultat : je suis dérangé au moins une fois par week-end. Et dans une zone comme celle de Thoiry, les maisons médicales ne sont pas la solution à nos problèmes de garde. Je préfère franchement me déplacer au domicile de mes patients. »

# Contrastes ou il fait bon exercer



**Dr Frédéric Prudhomme, président du SML départemental:**  
« Les Yvelinois ont tendance, comme les Parisiens, à aller directement chez le spécialiste. »

présence de SOS Médecins et d'un centre 15. Mais ce sont bien évidemment les zones semi-rurales qui paient le prix cher puisqu'elles ne sont plus couvertes pour la majorité d'entre elles. La commission permanente de soins de l'Union se penche sur la question ainsi que le conseil départemental de l'Ordre. Cependant, la solution ne semble pas pour demain. En outre, le problème

est mobilisée. Deux flashes syndicaux par semaine étaient le rythme de croisière. Résultat : dans les Yvelines, le taux de participation au scrutin dépassait de vingt points le taux francilien. 66,14 % contre 44,31 % dans l'ensemble de l'Île-de-France. En outre, MG France a fait les frais de cette traditionnelle union syndicale puisqu'aux dernières élections, le syndicat de généralistes n'a recueilli que 15,64 % des suffrages.

## Des gardes problématiques

« Cependant, les étiquettes syndicales sont accessoires, tient à préciser Dr Michel Berline, président de l'AGAMY, association de gestion agréée, créée par le syndicat et regroupant plus de 1200 adhérents. Nous sommes Yvelinois avant tout. » C'est pourquoi l'Usmy est avant aussi et surtout un lieu de débat pour les difficultés d'exercice quotidiennes. Actuellement, les médecins du 78 sont d'ailleurs très préoccupés par le problème des gardes et de la permanence des soins. La féminisation de la profession mais aussi la démotivation des jeunes médecins pour les gardes ont frappé Versailles et ses environs comme bon nombre d'autres régions. Et ce malgré la

des gardes risque de devenir de plus en plus aiguë. « L'année dernière, seulement 5 % des nouveaux inscrits au tableau de l'ordre dans le département étaient des libéraux. C'est vraiment très peu, déplore le Dr Chardin, et cela ne permet pas de remplacer ceux qui partent.

Du coup, les cessions de clientèle sont devenues quasiment anecdotiques et la valeur patrimoniale d'une clientèle est proche de zéro. »

Si le département des Yvelines est devenu moins attractif qu'auparavant, il n'en est pas pour autant inactif. Deux réseaux maternités ont vu le jour dans l'ouest parisien. L'un d'entre eux organisé autour de la maternité de Poissy-Saint-Germain – qui réalise le plus grand nombre d'accouchements dans le département – a pour but de permettre aux libéraux d'assurer le suivi de l'ensemble des grossesses. Autre initiative départementale: les principaux acteurs de santé se sont regroupés dans l'association de dépistage de masse des tumeurs du sein dans les Yvelines (ADMY) afin d'offrir un dépistage systématique des cancers du sein par un test mammographique chez les femmes de 50 à 69 ans.

Lucie Lartigue.

## •Interview• Dr Alain Robinet, radiologue à Mantes-la-Jolie

« Je n'exerce pas dans une zone si difficile »

« En vingt ans d'exercice à Mantes-la-Jolie, on ne m'a jamais rayé ma voiture ni crevé mes pneus. Mantes-la-Jolie, ce n'est seulement le quartier du Val-Fourré. Pour ma part, j'ai plutôt l'impression de travailler dans une petite ville province. Le Mantais, c'est 220 000 habitants et quelque 360 médecins. Cependant, je reconnais tout à fait que la situation doit

être plus délicate pour des généralistes exerçant au Val Fourré. Et je comprends que certains de mes confrères puissent se poser la question de la pertinence des cabinets sécurisés. Je considère malgré tout qu'il faut savoir ne pas répondre à des demandes limites de la part de ses patients si l'on ne veut pas être débordé. Par exemple, je me refuse à faire des radios à quelqu'un qui n'a

## •Interview• Dr William Lederer, président de l'association des professionnels de santé du Val-Fourré

### Non à la maison médicale sécurisée

« Quatorze médecins généralistes pour 24 000 habitants au Val-Fourré, c'est déjà juste. Nous ne voulons pas qu'à cause du climat de violence qui règne dans le quartier, le Val-Fourré devienne un désert sanitaire. Certains médecins partant à la retraite ne seront pas remplacés et d'autres confrères songent à partir. Vous imaginez alors les difficultés pour ceux qui resteraient. C'est pourquoi nous avons décidé de réagir en nous regroupant, nous la quarantaine de professionnels de santé travaillant sur le quartier. Ainsi, nous souhaitons interpeller les pouvoirs publics sur ces phénomènes de petite et grande délinquance dont nous mais aussi nos patients sont victimes. En effet, la sécurisation n'est pas de notre ressort à nous médecins. En revanche, nous sommes clairement opposés à la création de maisons médicales sécurisées. Cela reviendrait à instaurer un nouveau ghetto dans le ghetto. Et de toute façon, à la sortie de ce fort, nous serions encore agressés. Mais, nous réfléchissons avec la sous-préfecture à la création de lieux de vie où seraient regroupés médecins, infirmières, assistantes sociales, médecins conseils... Sans être sécurisés, ces lieux seraient plus sécurisants et plus facilement surveillables. Un système de vidéosurveillance doit d'ailleurs être installé dans les quartiers. Quoi qu'il en soit, nous voulons rester des professionnels de terrain, exerçant une médecine humaniste. »

aucun papier et qui serait pris en charge par la sécurité sociale de quelqu'un d'autre. De même, je n'admets pas que l'on insulte le personnel. Il n'empêche que dans les Yvelines, d'autres quartiers moins médiatisés sont tout aussi dangereux, si ce n'est plus. Certains de mes confrères m'ont par exemple confié combien il était difficile de travailler aux Mureaux. »



# Enquête « informatisation »

## Les principaux résultats

*Vous avez été plus de 800 à répondre à l'enquête que nous avons lancée concernant le niveau d'informatisation des médecins franciliens.*



*Alain Sebaoun, président de la Commission informatique de l'URML-IdF.*

### Une enquête pour mieux connaître vos besoins en terme d'informatisation

L'entrée de l'informatique dans la pratique médicale s'est faite progressivement ces dernières années. L'URML-IdF, devant les enjeux présentés par ce phénomène, a décidé de s'impliquer dans le sujet de l'informatisation. Différentes commissions et groupes de travail, ont été créés au sein de l'Union, constituant ainsi des tribunes et des instances de réflexion sur les multiples sujets touchant à l'activité médicale. La commission informatisation présidée par le Docteur Alain Sebaoun, a défini pour cette année un programme axé sur l'analyse du niveau d'informatisation des médecins, l'aide à l'informatisation des cabinets et la veille sur les technologies. Cette enquête

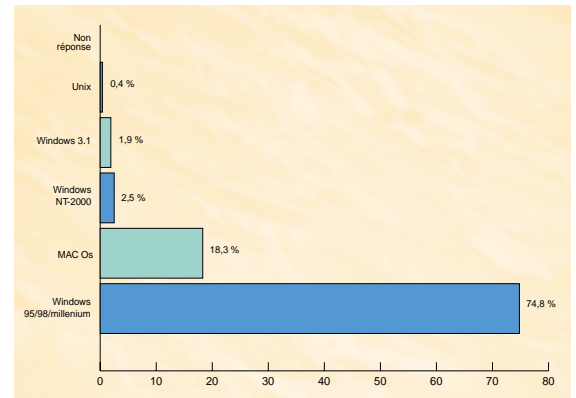


menée par votre Union entrait dans le cadre de ces objectifs. L'informatisation des cabinets libéraux est en mouvement depuis quelques années. Les médecins s'équipent, les logiciels sont variés et de plus en plus fonctionnels, les besoins de communication ressentis par les praticiens font apparaître les techniques modernes de communication dans leurs cabinets. Cela est un fait, l'URML-IdF s'est alors attachée à mesurer le niveau d'informatisation des médecins libéraux d'Ile-de-France et évaluer leur comportement face à cette évolution. Une étude avait déjà été menée en 1998, et avait révélé que le taux d'informatisation des médecins libéraux d'Ile-de-France était relativement important et en augmentation régulière. La commission informatisation de l'URML-IdF a donc choisi de mesurer ce taux 2 ans après afin de mieux cerner l'évolution de ce sujet dans l'exercice quotidien du médecin libéral.

## Quel est votre système d'exploitation ?

### L'enquête révèle que 85 % d'entre vous êtes informatisés

En 1998, l'enquête menée par l'URML-IdF révélait que 68% des médecins répondants étaient informatisés. En 2001, 85% sont équipés de matériel informatique. Votre informatique est moderne ; en atteste le niveau de votre système d'exploitation (75 % d'environnements Windows 95, 98 ou Millénium pour les PC, et 18 % de Mac Os - soit 93 % d'environnements récents et évolutifs), ainsi que le grand nombre, parmi vous, d'utilisateurs de scanners (46 %). Par ailleurs, il faut noter que 87.8% d'entre vous disposent d'un modem et 13.7% sont



équipés d'un autre périphérique comme un graveur ou un lecteur ZIP.

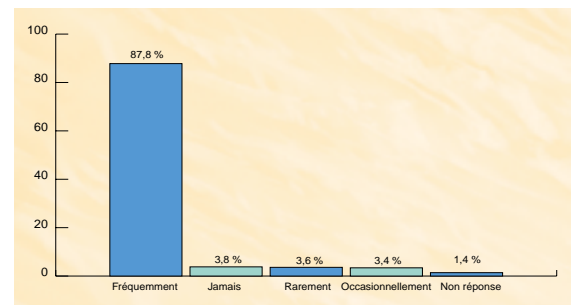
## Utilisez-vous votre logiciel médical ?

### Votre pratique de l'informatique

#### Le logiciel médical

Vous êtes 73 %, parmi les médecins informatisés, à posséder un logiciel médical, dont 88 % à l'utiliser fréquemment. Pourtant, 23.4% d'entre vous ne disposent pas de logiciel médical. Le dossier papier reste ainsi encore très utilisé, à raison de près de 35%. Votre parc est relativement diversifié : nous avons recensé plus de 30 logiciels différents.

Les logiciels de bureautique et de comptabilité :



En ce qui concerne l'utilisation de logiciels de bureautique et de comptabilité, 70% d'entre vous disposent d'un logiciel de bureautique et 63% d'un logiciel de comptabilité.



## Le site de votre union : [www.urml-idf.org](http://www.urml-idf.org)

l'avoir visité.

Parmi vos rubriques préférées, arrive en tête notre revue de presse quotidienne (40 %). Viennent ensuite : les « dossiers de l'Union », les dépêches professionnelles de l'Agence France Presse accessibles sur notre site et la sélection de textes publiés au Journal Officiel que nous vous proposons quotidiennement. Vous ne connaissez que trop peu notre zone privée, qui vous est entièrement dédiée ([www.urml-idf.org/privé](http://www.urml-idf.org/privé)). Vous y trouverez notamment forums, petites annonces et un service de messagerie confidentielle. N'hésitez

Votre fréquentation de notre site n'est pas encore systématique mais progresse. Vous êtes désormais plus de 20 % à

pas à nous redemander votre identifiant et votre mot de passe si vous ne l'avez pas reçu ou l'avez égaré.

## Quels types de services utilisez-vous le plus fréquemment ?

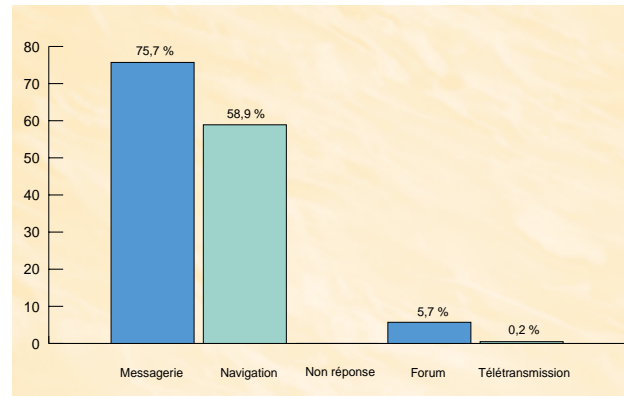
### L'Internet

81 % d'entre vous qui êtes informatisés disposent d'un accès à Internet.

On ne peut que constater ici une augmentation massive par rapport à notre dernière enquête (décembre 1998) où vous n'étiez que 48 % à utiliser Internet.

76 % d'entre vous qui êtes internautes utilisent la messagerie, 59 % utilisent Internet en mode navigation et 6 % fréquentent les forums.

Lorsque vous naviguez, c'est le plus souvent dans le cadre de recherches à caractère professionnel (65 %). 35 % de vos navigations portent sur votre vie personnelle (vos loisirs, la



gestion de votre patrimoine, etc.). 58 % de ceux d'entre vous qui êtes internautes utilisent des moteurs de recherche (et ne se contentent pas uniquement de taper des adresses qu'ils connaissent déjà).

## Des chiffres et des cartes

Si 73 % d'entre vous ont reçu leur Carte de Professionnel de Santé (CPS), vous n'êtes que 54 % de ceux-ci à l'utiliser. Encore trop peu répandu, le paiement par carte bancaire semble avoir un bel avenir. En effet, si vous n'êtes que 8 % aujourd'hui à accepter les paiements par carte bancaire, 48 % d'entre-vous déclarent être prêts à s'équiper pour prendre les paiements CB, dont 33 % en avez déjà parlé à votre banque. Tous les résultats de l'enquête sont disponibles sur demande auprès de :



**Hélène Wattrelot,**  
[helene.wattrelot@urml-idf.org](mailto:helene.wattrelot@urml-idf.org)  
 ou par téléphone au  
 01 40 64 14 70

Les résultats sont également disponibles sur le site de l'Union :  
[www.urml-idf.org](http://www.urml-idf.org).

## Participez à une expérimentation sur l'utilisation des classifications des pathologies.

**La description de notre pratique quotidienne exige une classification des pathologies. Elle sera demain un instrument d'épidémiologie et de recherche en médecine libérale. Dans le cadre d'un projet soutenu par le Fond d'Action Qualité des Soins de Ville (FAQSV), le réseau de soins, ALPHA MEDICA, met en place pour tous les médecins libéraux d'Ile-de-France, avec la caution de l'URML Ile-**

**de-France, une expérimentation afin de démontrer l'acceptabilité et la faisabilité de l'utilisation des classifications des pathologies en médecine libérale (CIM10, CISP ou classification de Braun). Pour obtenir des renseignements sur l'expérimentation ou participer à cette étude rémunérée, contacter le Docteur Frédéric Flais, 5 av. Mac-Mahon 75017 Paris ([frederic.flais@alpha-medica.org](mailto:frederic.flais@alpha-medica.org))**

# Val-de-Marne

## Priorité à la continuité et à la coordination des soins

*Bien équipés en structures de soins, et dotés d'un solide tissu associatif, les acteurs libéraux du Val-de-Marne font preuve d'un grand dynamisme, pour mieux coordonner, et surtout garantir la permanence des soins.*

« Les libéraux sont, en général, heureux d'exercer dans le Val-de-Marne. Car c'est un département très bien équipé sur le plan sanitaire. Et surtout, ils peuvent s'appuyer sur un réseau associatif important et dynamique, ce qui évite de travailler seul dans son coin. »

Le Dr Pierre Lévy, généraliste à Vitry-sur-Seine et président du syndicat départemental, estime « qu'il fait bon exercer la médecine » dans ce département. Même si, comme dans tous les départements limitrophes de Paris, particulièrement dense en terme d'habitat, et assez hétérogène sur le plan de la population, les problèmes rencontrés par les praticiens peuvent varier fortement d'un quartier à l'autre. Avec ses 1,3 millions d'habitants, répartis sur 47 communes,

sur-Marne, Joinville ou Saint-Maur des Fossés, et celles plus industrielles et populaires d'Orly, Thiais ou Vitry-sur-Seine, le Val-de-Marne est un département aux multiples visages, composé de populations différentes, aux attentes variables en matière d'offre de soins.

Sur le plan de la densité médicale, la situation y paraît relativement favorable. On compte ainsi, en 1998, 73 généralistes pour 100 000 habitants, et 115 spécialistes pour 100 000 habitants.

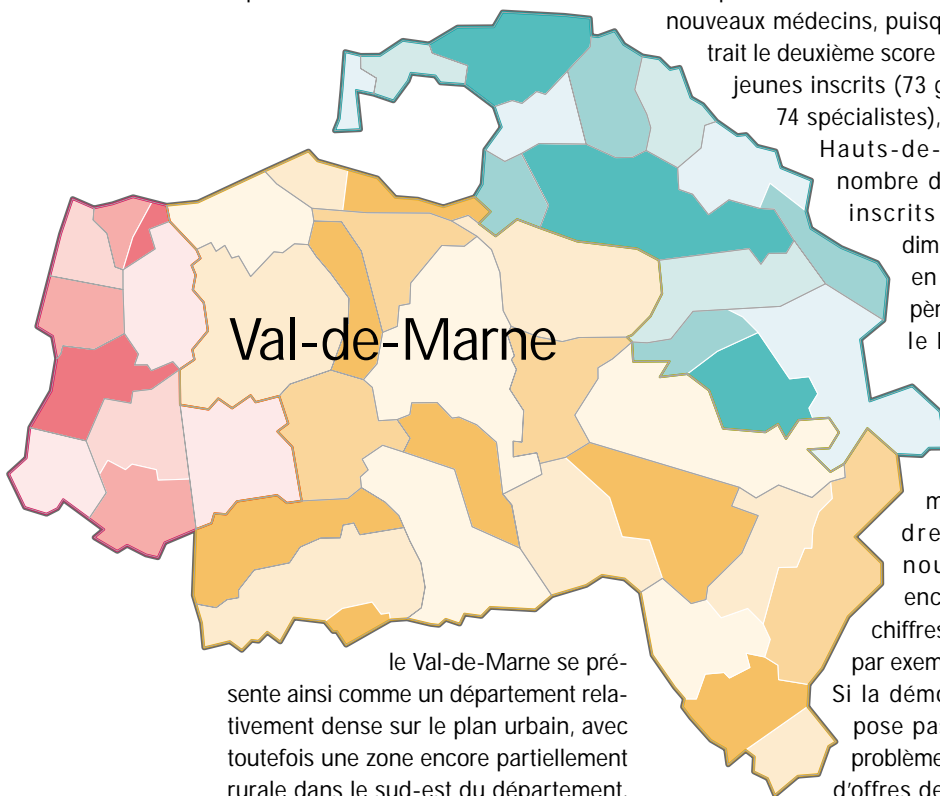
Des chiffres inférieurs à la moyenne francilienne (180 généralistes et 232 spécialistes), mais encore nettement supérieurs à la moyenne nationale (163 pour les généralistes et 159 pour les spécialistes). Fait intéressant, en 1998 le département continuait d'attirer de nouveaux médecins, puisqu'il enregistrait le deuxième score francilien de jeunes inscrits (73 généralistes,

74 spécialistes), derrière les Hauts-de-Seine. « Le nombre de nouveaux inscrits au tableau diminue d'année en année, tempère cependant le Dr Jacques Lange, président du Conseil départemental de l'Ordre. Même si nous sommes encore loin des chiffres enregistrés par exemple à Paris. »

Si la démographie ne pose pas encore de problèmes en matière d'offres de soins, c'est notamment grâce à l'imposant tissu hospitalier public.



*Dr Pierre Lévy, président de la section des généralistes à l'URML-IdF : « les libéraux peuvent s'appuyer sur un réseau associatif important et dynamique. »*



le Val-de-Marne se présente ainsi comme un département relativement dense sur le plan urbain, avec toutefois une zone encore partiellement rurale dans le sud-est du département. Entre les communes aisées des boucles de la Marne, comme celles de Nogent-

Le Val-de-Marne compte ainsi deux CHU et deux hôpitaux intercommunaux. Cette offre importante en équipement sanitaire est notamment orientée fortement vers la cancérologie, avec la présence de l'Institut Gustave-Roussy. « Nous n'avons pas tellement de lien avec les hospitaliers jusqu'à présent, mais les choses sont en train de changer, autour de projets communs en santé publique », observe le Dr Jacques Breton, radiologue et président du Centre départemental des professions de santé. Le Dr Breton songe notamment au programme de dépistage du cancer du sein. Il préside l'association chargée de mettre en place le nouveau dispositif, et cette association réunit de nombreux libéraux et d'éminents oncologues du secteur public. Le Val-de-Marne fait preuve de dynamisme dans ce domaine : l'ensemble du parc de mammographes a été audité, et tout est prêt pour un lancement généralisé du programme dans le département.

Les libéraux n'attendent plus que le feu vert du ministère, et la signature d'un accord tarifaire avec les radiologues au niveau national.



## Une réponse au problème de la permanence des soins

Autre initiative-pilote, le Val-de-Marne s'apprête à répondre de façon spectaculaire au problème de la permanence des soins et des gardes d'urgence. Comme un peu partout en France, le conseil départemental de l'Ordre rencontre beaucoup de difficultés pour organiser le tableau des gardes : problèmes de pénibilité, de rémunération insuffisante, de fausses urgences, d'insécurité. Les maux sont les mêmes qu'ailleurs. D'où l'idée de l'Ordre de lancer, à grande échelle, la création de maisons médicales sécurisées. « Nous envisageons d'installer des maisons dans chaque commune, ou au moins à l'échelon inter-communal, explique le Dr Lange. Ce projet concerne l'ensemble des acteurs départementaux, puisqu'il associe préfecture, communes, conseil général, caisse primaire, ARH, Ordre des médecins et syndicats. Le local de garde, baptisé « SAMI » (service d'aide médicale initiale) et indépendant de toute autre structure de type clinique ou centre de santé, serait fourni gratuitement et sécurisé par la commune ou le groupe de communes. « Nous proposons que les médecins soient rémunérés pour l'astreinte, le soir de 20 heures à 24 heures, le samedi de 13 heures à 24 heures, et le dimanche de 9 heures à 24 heures. En plus, nous négocions avec la caisse primaire pour que les consultations faites au Sami soient majorées des indemnités de nuit et de dimanche, et que les impayés soient pris en charge par l'assurance maladie », précise le Dr Lange.

## Des réseaux de soins dynamiques

Si ce projet n'est pas encore abouti, et demande encore, vu son ampleur, de longues tractations avec les différentes institutions, il illustre le dynamisme des représentants locaux de la médecine libérale. Un dynamisme présent aussi dans le domaine des réseaux de soins. Depuis longtemps, le Val-de-Marne se distingue comme l'un des départements pionniers en matière de réseaux de soins. Il abrite ainsi l'un des neuf réseaux agréés par la commission Soubie, Revdiab, spécialisé dans la prise en charge coordonnée du diabète. Il y a aussi le réseau Val-de-Bievre, piloté par le Dr Patrick de la Selle, ainsi que le réseau Créteil Solidarité, mené par le Dr Bernard Elghozi. Partis tous les deux de la prise en charge coordonnée autour du sida, ces structures ont peu à



*Dr Gérard Rousselet,  
Secrétaire Général de la section  
spécialistes de l'URML-Idf  
et dermatologue  
dans le Val-de-Marne*

peu étendu leur rayon d'action à la toxicomanie et à la précarité. Un exemple qui a fait des émules un peu partout en France, et qui est à l'origine de la notion de « réseau de santé », au-delà de la seule notion de soins. Enfin, les acteurs locaux préparent un autre réseau, Onco 94, destiné à mieux orchestrer la prise en charge des cancers. Le projet est en mûrissement depuis quatre ans, et bute encore sur les difficultés techniques, pour mettre en place un dossier médical partagé et informatisé. Mais cette solution devrait aboutir à moyen terme, les promoteurs du projet envisagent d'ores et déjà de commencer dès cette année avec une version papier de ce dossier partagé.

Au total, les médecins libéraux du Val-de-Marne semblent plutôt satisfaits de leurs conditions d'exercice. Même si, comme l'indique l'étude de l'URML sur les revenus, et à l'instar de leurs confrères franciliens, ils ont vu leur revenu s'éroder, en moyenne de près de 1 % entre 1997 et 1999, à cause du poids des charges. Les généralistes (1 %) s'en tirent néanmoins nettement mieux que les spécialistes (- 5,5 %), victimes notamment de la fermeture de près des trois quarts des cliniques privées depuis dix ans.

Pierre Limoux

## VIENT DE PARAÎTRE L'essentiel et le Superflu, Médecine et Thérapeutique 2001

Cet ouvrage, coordonné par le Dr Jérôme Lehmann, est la synthèse des travaux du Groupe scientifique de référencement des stratégies cliniques et thérapeutiques.

Son objectif : aider concrètement chaque médecin dans sa pratique et sa prescription. En effet, des questions de cancérologie à l'uro-néphrologie, en passant par la dermatologie, la pédiatrie et bien d'autres spécialités, les traitements sont présentés de façon claire et permettent de mieux appréhender telle ou telle pathologie. Un véritable guide qui vous apportera une vision originale de vos prescriptions quotidiennes.



**L'essentiel et le Superflu, les éditions de l'école de médecine, 144 pages, 125 francs. Les éditions de l'école de médecine, services administratifs, BP 102, 92 164 Antony Cedex**  
[www.ecoledemedecine.com](http://www.ecoledemedecine.com)

## AGENDA Mardi 19 juin 2001

**Journée d'information sur la cancérologie en Ile-de-France à l'Institut Pasteur. Différents sujets seront abordés: l'activité cancérologique à travers le PMSI, la démographie médicale, le coût des innovations. Plusieurs tables rondes ponctueront cette journée : l'émergence des réseaux de soins en cancérologie en Ile-de-France, soins palliatifs et soins continus, le dépistage. Les travaux se termineront sur la présentation des propositions de l'Agence Régionale d'Hospitalisation d'Ile-de-France pour la mise en œuvre du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire (SROS).**

*Pour avoir des renseignements sur cette journée d'information, contactez l'Agence Régionale d'Hospitalisation d'Ile-de-France par téléphone au 01.40.05.68.87*

# Recherche action

## « Boire moins, c'est mieux »

### Appel à la participation de médecins généralistes

Le programme « Boire moins, c'est mieux » cherche à promouvoir le repérage des buveurs à risque et la prévention de leur évolution vers une maladie secondaire à leur alcoolisation grâce à un conseil structuré destiné à les aider à réduire leur consommation. Ce programme est issu des travaux réalisés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et est porté par une équipe pluridisciplinaire liée à l'OMS et à l'Association nationale de prévention de l'alcoolisme (ANPA).

#### Réalisation d'une enquête régionale

Pour réaliser une étude destinée à adapter les stratégies de repérage, l'équipe de « Boire moins, c'est mieux » souhaite la collaboration de 40 médecins généralistes libéraux, exerçant de préférence en cabinet de groupe.

Leur apport sera de recueillir auprès de leurs patients majeurs et consentants, lors d'une même consultation :

1. un questionnaire rempli en salle d'attente, l'AUDIT (Alcohol Use Disorders Identification Test), (10 questions) ;

2. les réponses à 9 questions orales pendant l'entretien médical lui-même. Le médecin pose les questions et note sur une fiche pré-établie ces réponses ainsi que l'âge, le sexe et la date de consultation du patient.

Une assistante de recherche clinique doit compléter avec les patients les données à l'issue de la consultation, dans un lieu séparé (Consommation déclarée d'alcool, présence ou non de critères DSM IV d'abus ou de dépendance).

Elle recueillera également les questionnaires 1 et 2, après la consultation.

L'objectif précis est de constituer, sur la base d'une combinaison des neuf questions posées oralement, un questionnaire oral court (5 questions) permettant de repérer aussi efficacement les buveurs à risque que l'autoquestionnaire AUDIT (Questionnaire DAME Dépistage de l'Alcoolisation à risque au Moyen d'un Entretien).

Ce travail permettra d'élargir les options utilisables en médecine générale pour la prise en compte du risque alcool. La participation à cette enquête est rémunérée

sur une base de 6 C par demi-journée de consultation et 12 dossiers complets (ou au prorata en cas de nombre inférieur). Elle nécessite l'accueil, dans les locaux du cabinet médical, de l'assistante de recherche clinique. La durée de l'enquête peut aller, pour chaque médecin participant, jusqu'à une journée de consultation. L'enquête débutera dès que 40 médecins auront été recrutés.

Si vous souhaitez participer à cette enquête, merci de retourner le coupon ci-contre par courrier ou par fax aux coordonnées suivantes :

#### URML-IDF

#### Participation à l'enquête :

« Boire moins, c'est mieux »

104, Boulevard du Montparnasse,  
75 682 Paris Cedex 14

Tél. 01 40 64 14 70

Fax 01 43 21 96 88

#### Renseignements :

Nathalie Courvoisier,

Chargée de mission URML-IdF

Tél : 01.40.64.14.70

E-mail : [nathalie.courvoisier@urml-idf.org](mailto:nathalie.courvoisier@urml-idf.org)



Docteur .....

Adresse du cabinet: .....

Tél. : ..... Fax : .....

Email: .....

accepte de participer à l'enquête « boire moins c'est mieux », soit (cocher la case):

étape 1 : Accueillir dans ses locaux une assistante de recherche clinique

étape 2 : Proposer le questionnaire AUDIT en salle d'attente (avec affiche explicative)

étape 3 : Recueillir les réponses de ses patients au questionnaire oral et les adresser à l'assistante de recherche clinique pour complément d'information

Date : ..... Signature :

*L'accord ci-dessus permettra à l'assistante de recherche clinique de prendre contact avec vous pour organiser l'enquête*

Coupon à retourner par courrier à URML IDF - Enquête «Boire moins, c'est mieux» - 104, boulevard du Montparnasse 75682 Paris Cedex 14 ou par fax au 01 43 21 96 88.